

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 28/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS

HINTERWALD
67320 Bust

Code AIOT : 0006700025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS implanté HINTERWALD 67320 Bust. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
- HINTERWALD 67320 Bust
- Code AIOT : 0006700025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrières de grès des Vosges.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plans d'exploitation
- Limites d'autorisation et distances de recul
- Surveillance des rejets des eaux dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage des limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 9.2	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1	Sans objet
3	Distances de recul - protection des aménagements	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 15.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Sans objet
5	Calendrier curage des bassins de décantation	AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate des défauts sur les plans d'exploitation.

L'inspection constate l'absence des bornages des périmètres d'autorisation et d'extraction sur site, et propose à madame la préfète une mise en demeure.

En l'absence de bornage, l'inspection n'a pas pu constater le respect des distances de recul entre les zones d'extraction et le périmètre d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation à l'échelle au 1/1000e orienté [...]. Sur ce plan sont reportés : - les dates des levés ; [...] - des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. Ce plan sera mis à jour une fois par an [...].
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'exploitation établi en juillet 2023 par géomètre expert. Le plan présenté appelle des corrections sur les limites qui y sont dressées, et leurs légendes qui ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997 : il s'agit des limites : * du périmètre de droit d'exploitation,

<p>* des bords de fouille</p> <p>* de sécurité et périmètres de protection,</p> <p>Les légendes ne correspondent pas au tracé, en particulier pour les formes et couleurs des traits de limites d'extraction.</p> <p>L'exploitant devra faire procéder à la correction du document par le géomètre.</p> <p>L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection sous un mois le plan établi en juillet 2023 corrigé sur ces points, par courrier et par voie numérique. A défaut, l'inspection sera tenue de proposer à Mme la préfète une mise en demeure.</p> <p>Le plan présenté à l'inspection appelle à une mise en conformité aux prescriptions suivantes de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - emplacement exact du bornage - étendue des zones décapées et emplacement du stockage des terres de découverte - étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état - les voies d'accès et chemins menant à la carrière <p>L'exploitant s'engage à mettre en conformité les plans de l'exploitation aux prescriptions sus-mentionnées à compter des relevés à réaliser en 2024, à les transmettre par courrier et par voie numérique à l'inspection. A défaut, l'inspection sera tenue de proposer à Mme la préfète une mise en demeure.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
--

N° 2 : Bornage des limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 9.2
Thème(s) : Autre, Bornage des limites d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence des bornages prescrits à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997.</p> <p>L'inspection propose à Mme la préfète une mise en demeure de mettre en conformité l'aménagement du site aux prescriptions sus-mentionnées sous un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Distances de recul - protection des aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 15.1
Thème(s) : Autre, Distances de recul - protection des aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 2, ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de bornages sur le site des limites d'autorisation et d'extraction, l'inspection, n'a pas pu contrôler la conformité de l'exploitation aux prescriptions.</p> <p>A la mise en place du bornage prescrit par l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997, l'exploitant doit remettre en état toutes les distances de recul non conformes du périmètre d'autorisation.</p> <p>Le remblaiement est autorisé avec des matériaux inertes issus des décapages du site</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu
Prescription contrôlée : APC du 11/04/2022 ART2 - § 3. Valeurs limites d'émission Les rejets sont conformes aux valeurs suivantes avant rejet dans le milieu naturel : <ul style="list-style-type: none">• température inférieure à 30° C• hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l • pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 – 9,5• matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Les valeurs limites de concentration doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. APC du 11/04/2022 ART2 - § 4. Surveillance des rejets Les paramètres énumérés au point 3. du présent article sont analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués à la sortie du système de traitement des eaux de procédé. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites fixées au point 3. du présent article. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier. APC du 11/04/2022 ART2 - § 5. Etude complémentaire L'exploitant présente, dans un délai de six mois, une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben). Si la compatibilité des rejets avec le milieu ne peut pas être démontrée, l'exploitant propose une valeur limite adaptée pour les paramètres concernés dans le même délai. Le cas échéant, il présente, dans un délai d'un an, des mesures visant à rendre compatible ses rejets avec les objectifs de qualité du milieu. APMED du 23/05/2023 ARTICLE 1 : La société Schneider Georges et Fils, dont le siège social est situé au lieu-dit « Hinterwald » à Bust (67320), est mise en demeure de respecter pour l'installation qu'elle exploite à la même adresse, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2022 susvisé reprises ci-après : « L'exploitant présente [...] une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben). Si la compatibilité des rejets avec le milieu ne peut pas être démontrée, l'exploitant propose une valeur limite adaptée pour les paramètres concernés [...]. Le cas échéant, il présente [...] des mesures visant à rendre compatible ses rejets avec les objectifs de qualité du milieu. »
Constats : L'exploitant a fait réaliser une analyse hydrologique par le cabinet Encem avec des prélèvements en juin 2023 et juillet 2023, concluant à une absence d'impact notable des rejets issus des bassins de décantation sur la qualité de l'eau de la Zinsel du Sud. L'étude n'appelle pas de remarque sur la toxicité des rejets. L'exploitant s'engage sous 1 an à améliorer l'efficacité des bassins de décantation, par un cloisonnement de chaque bassin afin de ralentir les flux. L'exploitant s'engage à tenir la fréquence des curages des bassins, de quatre fois par an, prescrite par l'arrêté du 11 avril 2022. L'inspection relève que la problématique des rejets d'eaux pluviales, chargées en MEST et présentant des indices de colorimétrie élevés est liée au contexte météorologique. Les périodes de fortes précipitations entraînant des débits de rejets importants. L'inspection invite l'exploitant à surveiller visuellement l'état des rejets et à procéder au curage des bassins de décantation avec, au besoin, une fréquence supérieure à la prescription de l'arrêté sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Calendrier curage des bassins de décantation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2
--

Thème(s) : Autre, Calendrier de curage des bassins
--

Prescription contrôlée :

2. Entretien des installations de traitement des eaux de procédé

Les bassins de décantation sont curés tous les trois mois. Les opérations d'entretien des bassins de décantation sont consignées dans un registre précisant la date et le volume curé.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un calendrier de curage des bassins, tenu à jour.

L'inspection invite l'exploitant à tenir un tableau consignant les dates de curage et les volumes curés, en conformité avec la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2022.

L'inspection invite l'exploitant à procéder à une surveillance visuelle des rejets en sortie de bassin de décantation et à procéder au besoin à des curages supplémentaires à la fréquence prescrite par l'arrêté sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite
